

## Réchauffement climatique : la bataille des 2 °C est presque perdue

Les Nations unies sonnent l'alerte sur les efforts très insuffisants des Etats pour contenir la hausse de la température planétaire. Après 2030, il sera trop tard.

La bataille du climat n'est pas encore perdue, mais elle est très mal engagée. A ce stade, il existe un « *écart catastrophique* » entre les engagements pris par les Etats pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et les efforts nécessaires pour respecter l'accord de Paris adopté lors de la COP21, en décembre 2015 – à savoir contenir la hausse de la température planétaire « *nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels* », en essayant de la limiter à 1,5 °C. C'est la mise en garde qu'adresse l'ONU Environnement (ex-Programme des Nations unies pour l'environnement), dans un rapport publié mardi 31 octobre.

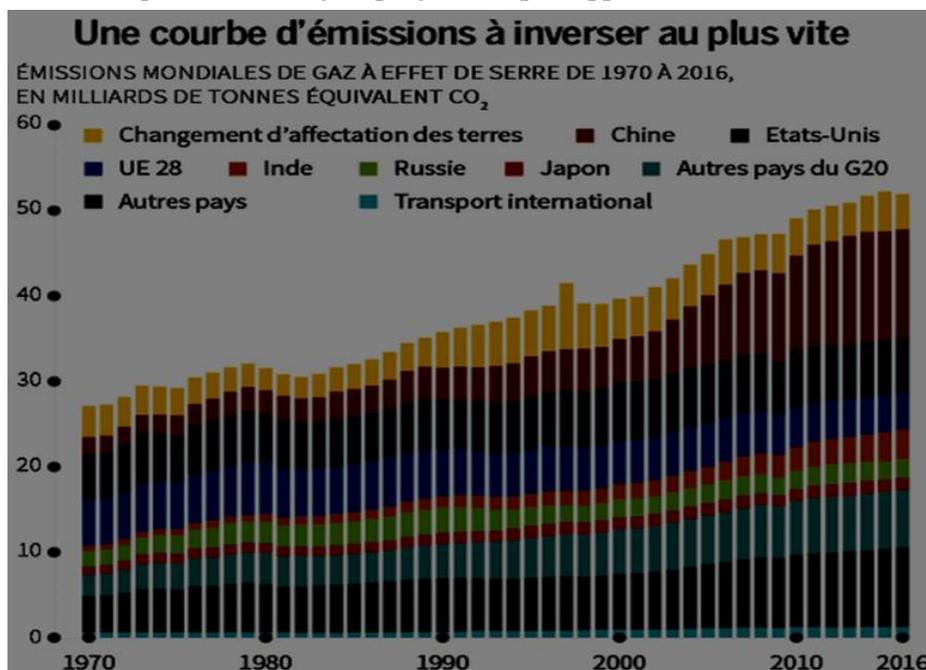
Ce n'est pas la première alerte lancée par l'organisation, qui s'appuie sur un large réseau international de scientifiques. Mais elle prend un ton particulièrement pressant, à quelques jours de l'ouverture de la COP23 (du 6 au 17 novembre à Bonn, en Allemagne) et après un été cataclysmique, durant lequel une succession d'ouragans, d'inondations et d'incendies a montré la vulnérabilité des pays riches comme pauvres aux dérèglements climatiques.

Bilan mitigé

Certes, une bonne nouvelle semble se confirmer : les émissions mondiales annuelles de CO<sub>2</sub> issues de la combustion de ressources fossiles (charbon, pétrole et gaz) et de l'industrie cimentière, qui représentent 70 % du total des rejets de gaz à effet de serre, se sont stabilisées depuis 2014, à un peu moins de 36 milliards de tonnes (gigatonnes ou Gt).

Cela s'explique par une moindre croissance du recours au charbon en Chine mais aussi aux Etats-Unis – les deux plus gros pollueurs de la planète – et par l'essor concomitant des filières renouvelables, à commencer par le solaire, particulièrement en Chine et en Inde.

Toutefois, note le rapport, cette stabilisation n'a été observée que sur une courte période et la tendance « *pourrait s'inverser si la croissance de l'économie mondiale s'accélère* ». En outre, le bilan est plus mitigé si l'on considère non seulement le CO<sub>2</sub> mais aussi le méthane et l'ensemble des gaz à effet de serre, également produits par l'agriculture, les changements d'utilisation des terres et la déforestation. Le total des émissions, d'environ 52 Gt équivalent CO<sub>2</sub> en 2016, marque ainsi une légère progression par rapport aux années antérieures.



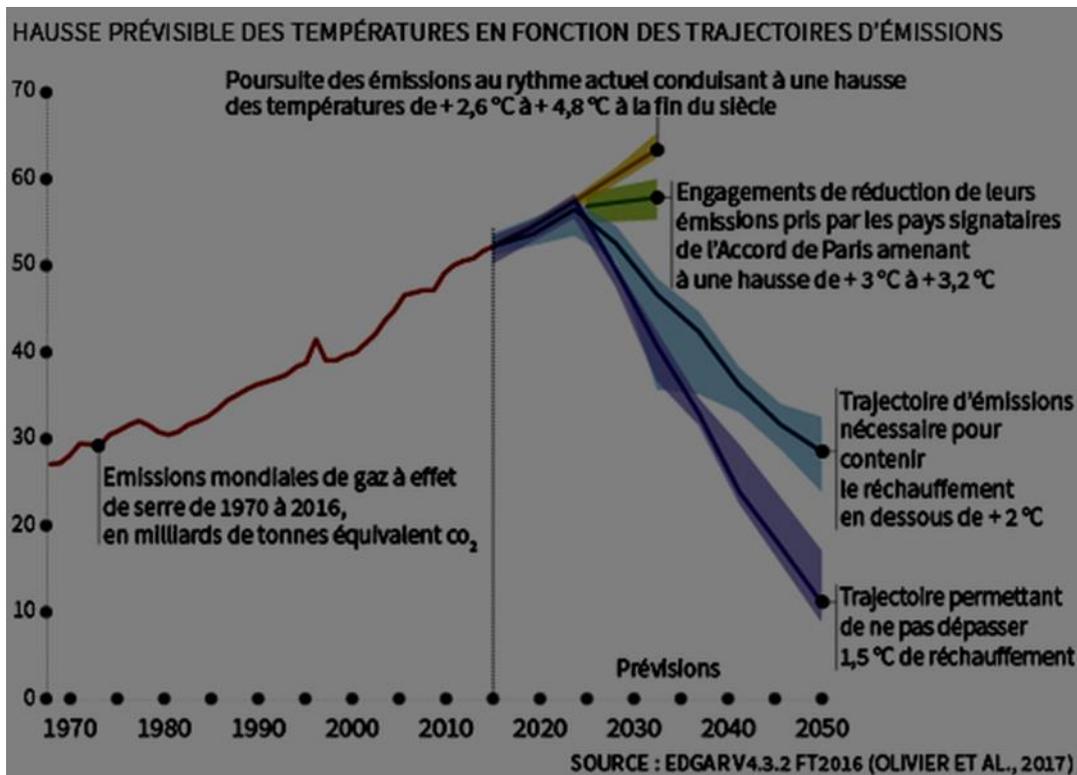
On est donc très loin de la baisse drastique des émissions indispensable pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Afin de contenir le réchauffement sous 2 °C, il faudrait plafonner les rejets mondiaux à 42 Gt en 2030, calculent les experts. Et viser un maximum de 36 Gt pour conserver un espoir de rester sous la barre de 1,5 °C.

Des études scientifiques récentes – dont l'ONU Environnement indique qu'elle tiendra compte dans ses prochains rapports – concluent même qu'il faudrait en réalité parvenir à un niveau beaucoup plus bas, d'environ 24 Gt seulement en 2030, pour éviter l'emballement climatique.

Un tiers du chemin

Or, les engagements pris en 2015 par les 195 pays parties prenantes de l'accord de Paris, dont 169 l'ont à ce jour ratifié, ne permettront que d'accomplir « *approximativement un tiers* » du chemin, préviennent les rapporteurs. **A supposer que tous les Etats respectent l'intégralité de leurs promesses, parfois conditionnées à l'obtention de financements internationaux et de surcroît non contraignantes, la Terre s'achemine aujourd'hui vers une hausse du thermomètre de 3 °C à 3,2 °C à la fin du siècle.**

Sans effort supplémentaire, en 2030, l'humanité aura consommé 80 % de son « budget carbone », c'est-à-dire la quantité de CO<sub>2</sub> qu'elle peut encore relâcher dans l'atmosphère sans dépasser 2 °C de réchauffement. Et elle aura épuisé la totalité du budget lui permettant de ne pas aller au-delà de 1,5 °C.



Autrement dit, « il est urgent d'accélérer l'action à court terme et de renforcer les ambitions nationales à long terme ». Le temps est compté : « Il est clair que si l'écart [entre les réductions d'émissions nécessaires et les engagements des pays] n'est pas comblé d'ici à 2030, il est extrêmement improbable que l'objectif de maintenir le réchauffement global bien en dessous de 2 °C puisse encore être atteint », insiste le rapport.

« La situation est très préoccupante, commente le climatologue Jean Jouzel, ex-vice-président du groupe de travail scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les premiers bilans des politiques nationales montrent que globalement, on est plutôt en dessous des engagements pris à Paris. Et, sans les Etats-Unis, il sera très difficile de demander aux autres pays de rehausser leur ambition. » En tout état de cause, ajoute-t-il, « on reste très loin du compte : pour garder une chance de rester sous les 2 °C, il faudrait que le pic des émissions soit atteint en 2020 au plus tard. »

Lire aussi : Tous les indicateurs du réchauffement climatique sont au rouge

D'où l'appel de l'ONU à mettre à profit le « dialogue facilitateur » prévu par l'accord de Paris entre les parties signataires, en 2018, pour revoir à la hausse les contributions nationales, qui doivent être révisées tous les cinq ans.

« La plupart des pays du G20, souligne le rapport, ont besoin de nouvelles politiques et actions pour remplir leurs engagements. » C'est aussi à l'automne 2018 que le GIEC doit publier un rapport spécial sur la possibilité ou non de ne pas franchir le niveau de 1,5 °C, ainsi que sur les conséquences d'un réchauffement de plus grande amplitude.

« Opportunités »

L'ONU Environnement veut pourtant rester optimiste. A ses yeux, il est encore « possible » d'éviter la surchauffe généralisée. « Une rupture dans les technologies et les investissements peut réduire les émissions, tout en créant d'immenses opportunités sociales, économiques et environnementales », assure son directeur, le Norvégien Erik Solheim.

La solution la plus radicale est connue : elle consiste à laisser sous terre entre 80 % et 90 % des réserves de charbon, la moitié de celles de gaz et environ un tiers de celles de pétrole. Ce qui suppose, en première priorité, de ne plus construire de nouvelles centrales à charbon et de programmer l'arrêt de près de 6 700 unités actuellement en service. Mais, poursuivent les rapporteurs, d'autres leviers doivent aussi être actionnés. En agissant avec volontarisme dans tous les secteurs économiques, ce sont de 30 Gt à 40 Gt par an qui pourraient être soustraites à l'atmosphère.

A eux seuls, la promotion des filières solaire et éolienne, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement de modes de transports alternatifs, l'arrêt de la déforestation et le reboisement pourraient faire chuter les émissions annuelles de 22 Gt. L'humanité n'a pas encore brûlé toutes ses cartouches. Mais elle est entrée dans la zone de tous les dangers.

LE MONDE | 31.10.2017 à 11h45 • Mis à jour le 01.11.2017 à 06h39 | Par Pierre Le Hir

[http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/10/31/rechauffement-climatique-la-bataille-des-2-c-est-presque-perdue\\_5208255\\_1652612.html](http://www.lemonde.fr/climat/article/2017/10/31/rechauffement-climatique-la-bataille-des-2-c-est-presque-perdue_5208255_1652612.html)